

FRA 1110 H

MAI 1986

NOTE DE CONJONCTURE L'INSEE

SITUATION
ET PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

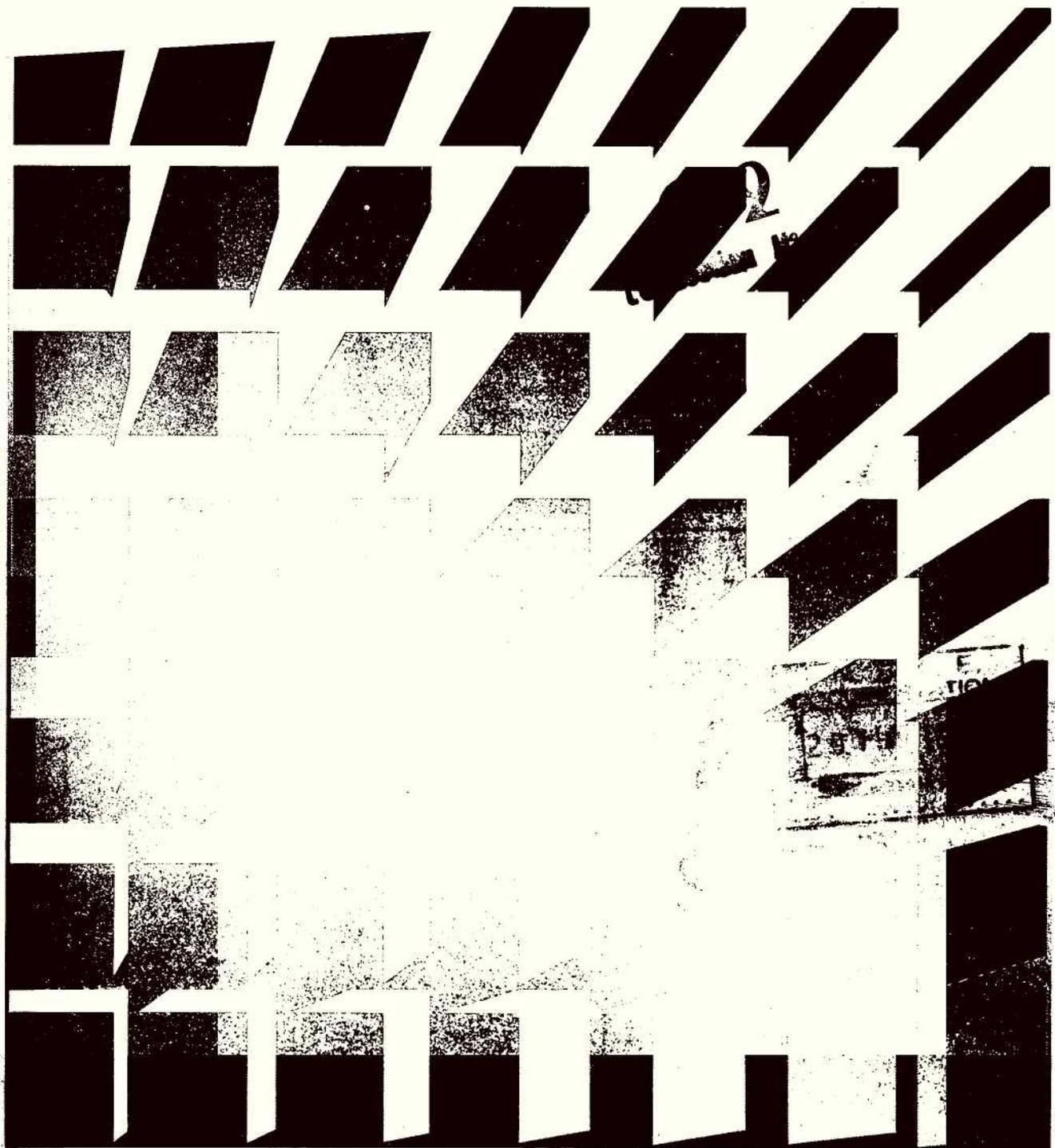
INSEE-BIBC



30000313478

TENDANCES DE LA CONJONCTURE

126B



institut national de la statistique et des études économiques

NOTE DE CONJONCTURE DE L'INSEE

Supplément à Tendances de la Conjoncture

République Française / Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation / Institut National de la Statistique et des Études Économiques / Directeur général : M. Edmond MALINVAUD / Direction générale : 18, bd Adolphe-Pinard, 75675 Paris Cedex 14 / Directions régionales : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Paris, Poitiers, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse. Services régionaux : Ajaccio, Amiens, Besançon, Caen.

SOMMAIRE

MAI 1986

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Note de synthèse (rédaction achevée le 30 avril 1986)

	Pages
VUE D'ENSEMBLE	3
I. UN IMPERATIF : REDRESSER LES PARTS DE MARCHES	7
II. LES PRIX ET LES SALAIRES	15
1. Le prix du pétrole	
2. La diffusion de la hausse du prix du pétrole : taux de salaire et prix de production	
3. L'écart de prix avec l'étranger et les effets de la récente dévaluation du franc et du dollar	
4. Les prix à la consommation	
III. LA DEMANDE	23
1. La consommation des ménages	
2. La formation brute de capital fixe des entreprises	
3. Le logement des ménages	
4. La demande mondiale et les exportations	
5. Les stocks	
IV. L'OFFRE	33
1. La production industrielle et les importations	
2. La production non industrielle	
3. L'emploi	
V. LA CONFIGURATION DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER	39
1. L'extérieur	
2. Les administrations	
3. L'évolution des structures financières et l'objectif monétaire	
4. La conduite des taux d'intérêt	

PROCHAINES PARUTIONS DES CAHIERS DE GRAPHIQUES

- Le n° 21 du cahier 1 (bleu) paraîtra le 25 juin 1986
- Le n° 18 du cahier 2 (vert) paraîtra le 28 mai 1986

Avertissement

Cette note analyse la situation actuelle de l'économie française et son évolution probable sur le reste de l'année. Un chiffrage systématique a été fait pour les principaux indicateurs sur le premier semestre ; le second semestre fait seulement l'objet de prévisions qualitatives.

Conventions

Les trimestres sont repérés par les chiffres 1, 2, 3, 4 les semestres par I, II.

GF : gigafranc ou milliard de francs.

M : Moyenne (MA : moyenne annuelle, MS : moyenne semestrielle)

G : Glissement (GA : glissement annuel, GS : glissement semestriel)

GAm : Glissement annuel mensuel (décembre année n/décembre année n-1)

GAt : Glissement annuel trimestriel (4ème trimestre année n/4ème trimestre année n-1)

GAs : Glissement annuel semestriel (2ème semestre année n/2ème semestre année n-1)

GSt : Glissement semestriel trimestriel (2ème trimestre du semestre/2ème trimestre du semestre précédent)

GSm : Glissement semestriel mensuel (dernier mois du semestre/dernier mois du semestre précédent)

On rappelle qu'on appelle "glissement" l'évolution (généralement exprimée en %) enregistrée par une variable entre deux dates ou deux périodes données. Il est donc parfois nécessaire de préciser à la fois la nature des périodes considérées et l'écart qui les sépare.

Source : La plupart des chiffres cités proviennent de l'INSEE et sont tirés des comptes nationaux trimestriels. On n'a pas précisé systématiquement lesquels de ces chiffres relatifs à l'année 1985 étaient encore des évaluations.

Le service de la conjoncture de l'INSEE souhaite la meilleure utilisation et la plus large diffusion de ses publications. Toute reproduction est donc autorisée. Cependant, dans l'intérêt même des lecteurs, citations ou références doivent être suffisamment explicites pour éviter des confusions sur les hypothèses et raisonnements qui fondent l'analyse économique.

En un an, le prix du pétrole importé par la France a été divisé par deux : une tonne de brut qui valait plus de 2 000 F au début de 1985 s'achète en avril 1986 à peine plus de 1 000 F ; la forte chute du prix du baril en dollars au début de l'hiver est venue amplifier la baisse amorcée par l'évolution de la devise américaine.

Les économies de dépenses réalisées par les pays importateurs de pétrole sont, pour eux, l'équivalent d'un sur-plus de revenus qui a fait renaître l'espoir d'une croissance plus soutenue.

Pourtant, les premiers mois de 1986 sont marqués par un ralentissement de l'activité aussi bien en France qu'à l'étranger : les conséquences immédiates de la baisse du prix du pétrole sur l'activité sont opposées à celles que l'on observera à terme. En 1974, on avait déjà observé le même phénomène, mais de façon synétrique.

Le ralentissement du prix des demi-produits au premier trimestre 1986 induit en effet un comportement attentiste : les entreprises, anticipant de nouvelles baisses de prix, ont tendance à différer leurs achats ; un ralentissement des importations et de la production en résulte.

En revanche, les ménages ne réduisent pas leur demande. Certes l'indice des prix à la consommation n'a progressé que de 0,1 % au premier trimestre 1986, mais en dehors des achats d'énergie, les autres postes de dépenses n'enregistrent pas de ralentissement. Par ailleurs, la prochaine coupe du monde de football et l'apparition de nouvelles chaînes ont suscité une vague d'achats de téléviseurs. Enfin, la consommation des ménages a également bénéficié de la forte amélioration de leurs ressources fin 1985 et début 1986. Elle a donc encore progressé de 0,8 % au premier trimestre 1986.

Mais les producteurs et les commerçants, qui jugeaient leurs stocks de produits finis trop lourds, en ont profité pour les alléger, effaçant ainsi le soutien apporté par la demande à la production. De plus, la production française a souffert au premier trimestre de la réduction rapide des importations des pays producteurs de pétrole. Au total, la production manufacturière a eu plutôt tendance à baisser jusqu'en février.

En mars, les enquêtes font état d'une reprise de la production, surtout en biens intermédiaires, laissant présager que cette réaction immédiate et

paradoxe des pays de l'OCDE et de la France à la baisse du prix du pétrole serait maintenant achevée.

L'effet normal d'une baisse du coût d'un facteur de production qui est, par le biais de la réduction du prix de l'offre, l'établissement de l'équilibre entre offre et demande à un niveau plus élevé, devrait donc commencer à apparaître.

Mais, à court terme, l'augmentation de la production sera limitée au niveau mondial par les capacités de production disponibles. De fait, sauf aux États-Unis, les marges de capacités inutilisées semblent faibles. L'incitation à l'investissement sera donc forte. Elle le sera d'autant plus si un accroissement des profits en facilite le financement et si s'opère un abaissement des taux d'intérêt.

S'agissant de la France, les besoins d'investissement sont particulièrement importants. Les pertes de parts de marché subies en 1985, alors que s'effaçait le décalage conjoncturel avec l'étranger, confirment en effet la nécessité d'adapter l'appareil productif à tous les niveaux : accroissement des capacités de production, modernisation technologique, innovations sur les produits, orientation vers les marchés porteurs, développement des capacités commerciales. Or l'effort d'investissement semble avoir été durablement entravé par un écart entre la rentabilité des opérations productives et le taux d'intérêt réel, écart défavorable par rapport aux autres pays, et en particulier par rapport à l'Allemagne compte tenu des différences de taux de profit et de taux d'inflation anticipés.

La dévaluation du franc va favoriser ce nécessaire effort d'investissement, notamment grâce à la détente du taux d'intérêt que permet le relâchement de la contrainte exercée sur notre monnaie par les taux étrangers. Mais elle ne suffira pas. L'écart entre taux d'intérêt et rentabilité appelle aussi un accroissement de celle-ci.

L'augmentation de la production dépend aussi évidemment du prix relatif de l'énergie qui prévaut après la baisse de prix des produits industriels induite par la baisse du prix du pétrole. Nous

avons fait l'hypothèse que le prix du pétrole importé continuera à baisser jusqu'à l'été pour atteindre 15 dollars le baril ; il remonterait ensuite progressivement jusqu'à 20 dollars en fin d'année.

L'augmentation de la production dépend enfin de la répartition du surplus résultant de la baisse du prix du pétrole, surplus qui représentera environ 1,7 % du PIB. Avec un maintien de la rigueur salariale, ce surplus ne bénéficierait que pour près d'un tiers aux ménages, et leur pouvoir d'achat ne progresserait que d'environ 1 point au cours de l'année 1986. La consommation serait en forte croissance au premier semestre (1,3 %) en partie grâce à une baisse du taux d'épargne, et marquerait ensuite le pas.

Les entreprises recevront alors l'essentiel du surplus. Elles pourront l'utiliser à baisser leurs prix, à se désendetter (ou à effectuer des placements financiers), ou à investir.

La concurrence avec les producteurs étrangers devrait conduire à un certain ralentissement des prix de production qui, tout en restant limité, se diffusera lentement aux prix de consommation.

Ainsi le ralentissement du prix des produits industriels inclus dans l'indice des prix de détail (en voie de libération quasi totale) serait-il plus marqué au second semestre. Il en irait de même pour les services du secteur privé, encore sous contrôle jusqu'à la fin de l'année. Mais l'effet mécanique du prix de l'énergie, qui joue encore à la baisse au deuxième trimestre, contribuerait faiblement à la hausse du second semestre. Au total, après un premier trimestre très faible (0,1 %), l'indice des prix de détail retrouverait un rythme de croissance plus élevé, voisin de 0,8 % par trimestre. Sur l'année, le glissement des prix serait d'environ 2,8 %.

Faiblement réduit, donc, par le ralentissement des prix de production, le surplus serait pour partie affecté à l'investissement qui progresserait de 5 % dans l'industrie concurrentielle: le reste serait consacré au désendettement ou aux placements financiers.

L'investissement des ménages en logements continuerait à souffrir de l'attrait des placements financiers dont la rentabilité reste élevée ; il devrait enregistrer un nouveau recul en volume en 1986.

Au total, après avoir connu une croissance soutenue au premier semestre, la demande intérieure risque de ralentir au second.

L'incertitude sur l'environnement international rend plus fragile que d'habitude la prévision de demande mondiale en produits manufacturés adressée à la France. Celle-ci pourrait être, malgré la poursuite de la baisse de la demande de l'OPEP, plus dynamique en 1986 qu'en 1985 (4 % après 3,5 %). Par ailleurs, la France risque de subir, comme en 1985, des pertes de parts de marché tant à l'intérieur qu'à l'étranger : les bien-

faits de la dévaluation du Franc seront en effet contrebalancés par la concurrence très vive que va faire peser sur l'Europe la baisse du dollar (dont on a supposé le maintien à 7 F sur les trois derniers trimestres de l'année).

En raison de ces pertes de parts de marché, la production industrielle ne suivrait pas l'évolution de la demande. Ainsi, après une très faible progression au premier trimestre, le PIB retrouverait un rythme de croissance trimestrielle un peu inférieur à 1% au deuxième; mais ce rythme tendrait à faiblir au second semestre. Une telle croissance ne modifierait pas le rythme de baisse des effectifs salariés dans le secteur marchand non agricole (- 0,4 % comme en 1985).

Grâce à l'allègement de la facture énergétique de 75 GF et malgré une réduction de l'excédent des produits manufacturés de l'ordre de 20 GF, la balance des transactions courantes serait excédentaire d'environ 50 GF.



Les prévisions présentées reposent sur deux hypothèses à la fois fragiles et déterminantes.

D'abord, au lieu de remonter au second semestre le prix du pétrole pourrait se stabiliser autour de 15 dollars le baril jusqu'à la fin de l'année. Une telle stabilisation entraînerait mécaniquement un ralentissement supplémentaire des prix à la consommation de 0,5 point sur l'année.

Ensuite, ce sont les hypothèses de faible progression du pouvoir d'achat des ménages et de croissance modérée de l'investissement qui font que l'important surplus pétrolier dont bénéficie la France n'est que partiellement dépensé en 1986. Or une augmentation plus importante des salaires, et donc du pouvoir d'achat des ménages, n'est pas à exclure. D'autre part, l'amélioration de la situation des entreprises et la baisse des taux d'intérêt réel qui s'amorce actuellement pourraient conduire à une reprise de l'investissement plus forte que celle annoncée par les industriels à l'enquête de mars ; dans ces conditions, sur la deuxième moitié de l'année, la demande pourrait être plus soutenue que nous ne l'avons prévue.

En somme, la chute des prix pétroliers constitue pour la France une aubaine unique. Il apparaît peu probable que ce surplus bénéficie immédiatement et intégralement aux consommateurs. Mais la question reste ouverte de savoir si la majeure partie de ce surplus allant aux entreprises sera utilisée par celles-ci pour investir davantage dès maintenant, afin d'engager le redressement de leur parts de marché, et donc l'activité de demain, ou bien si elles préféreront d'abord assurer le rétablissement de leurs structures financières.

Ensemble des biens et services marchands : équilibre ressources-emplois					Evolutions en %			
Volumes aux prix de 1970								
1985			1985				1986	
GAt	MA		85.1	85.2	85.3	85.4	86.1	86.2
2,2	1,3	PIB marchand	-0,2	0,8	1,0	0,6	0,1	0,8
4,3	5,2	Importations	0,8	0,6	4,5	-1,6	1,2	1,5
2,6	2,1	Total des ressources	-0,0	0,8	1,8	0,1	0,3	1,0
3,6	2,4	Consommation des ménages	1,5	0,0	0,9	1,1	0,8	0,5
2,2	0,6	Consommation nette des Adm.	0,2	-0,6	1,9	0,8	0,4	0,3
3,3	2,7	FBCF totale	-0,3	1,6	3,2	-1,2	0,5	0,8
4,4	3,8	<i>dont : SQS-EI</i>	1,3	0,6	5,2	-2,6	1,2	1,7
-3,1	-2,8	<i>Ménages</i>	-1,3	0,4	-1,3	1,1	-0,5	-0,5
0,9	2,4	Exportations	0,2	1,5	-1,2	0,4	0,9	1,0
	4,4	Variations de stocks (milliards de F 1970)	-0,4	0,1	3,1	1,6	0,5	1,5
3,1	2,1	Demande intérieure	-0,1	0,5	2,6	-0,0	0,7	0,6
3,5	2,4	<i>dont : Demande intérieure hors stocks</i>	1,0	0,4	1,5	0,6	0,8	0,7



Un point de méthode sur le calcul des parts de marchés

L'indicateur qu'il conviendrait de calculer pour mesurer l'évolution des parts de marchés de la France est la part de la demande intérieure française et étrangère satisfaite par la production française (production française/demande intérieure française et étrangère). Les données disponibles ne permettant pas de le calculer, on considère deux indicateurs :

. L'un (XD) mesure la part de la demande intérieure étrangère satisfaite par la production française :

$XD = \text{exportations françaises} / \text{demande intérieure étrangère} ;$

. L'autre (PXD) mesure la part de la demande intérieure française satisfaite par la production française :

$PXD = \text{production-exportations} / \text{demande intérieure française} ;$

ou plutôt (MD) le ratio : part de la demande intérieure française satisfaite par la production étrangère qui a l'évolution opposée :

$MD = \text{importations} / \text{demande intérieure française} ;$

Pour des raisons de disponibilité des données, on ne peut pas non plus calculer le ratio XD. On le remplace par le ratio (XM) :

$XM = \text{exportations} / \text{importations étrangères} ;$

Ce ratio néglige l'évolution de la part de la demande intérieure de chaque pays étranger satisfaite par la production des autres pays ; cette part ayant, du fait de l'ouverture des frontières, tendance à augmenter, cet indicateur devrait être systématiquement corrigé à la hausse pour être comparable à (XD).

Le graphique : "part des importations des différents pays étrangers satisfaite par la production française" donne le ratio (XM) ; il est établi pour quatre regroupements de pays étrangers (CEE, OCDE hors CEE, Monde hors OCDE, Monde).

On peut en revanche calculer le ratio (PM) ; le graphique : "part de la demande intérieure de la France satisfaite par la production des différents pays étrangers" le donne. Il indique aussi la responsabilité de chaque zone dans le recul de la position française sur son marché intérieur (PMI) :

$PMI = \text{import. françaises en prov. de la zone } i / \text{demande intérieure française} ;$

Sur le graphique de gauche, une baisse de la courbe traduit une détérioration de la position française ; sur le graphique de droite, c'est une remontée de la courbe qui traduit cette détérioration.

Le graphique : "compétitivité des produits français par rapport à celle de l'ensemble des concurrents sur les différents marchés extérieurs" donne l'évolution du rapport (CX) :

$CX = \text{prix export. françaises vers la zone } i / \text{prix export. des concurrents vers la zone } i$

Le graphique : "compétitivité des produits français par rapport à celle des différents concurrents sur le marché français" donne l'évolution du rapport (CM) :

$CM = \text{prix importations françaises en provenance de la zone } i / \text{prix production française} ;$

En ce qui concerne les graphiques sur la compétitivité, une dégradation de la compétitivité se traduit par une baisse des courbes de compétitivité et par une remontée des courbes d'intensité de la concurrence.